

Gérard Dussouy

Doctorat d'État en science politique, Agrégation de géographie  
professeur émérite, Université Montesquieu à Bordeaux  
membre du Centre Montesquieu de Recherche Politique (CMRP)

(2016)

“Contre l’Europe  
de Bruxelles,  
fonder un État européen.”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,  
Professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi  
[Page web](mailto:jean-marie_tremblay@uqac.ca). Courriel: [jean-marie\\_tremblay@uqac.ca](mailto:jean-marie_tremblay@uqac.ca)  
Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"  
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi  
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi  
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

## Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue  
Fondateur et Président-directeur général,  
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, sociologue, bénévole, professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi, à partir de :

**Gérard Dussouy**

professeur agrégé de géographie, chercheur au Centre d'analyse politique comparée de l'Université Montesquieu de Bordeaux

**“Contre l’Europe de Bruxelles, fonder un État européen.”**



In **LE SOCLE**. Pour une critique positive, 30 mai 2016, 10 pp.

[Autorisation formelle accordée le 8 janvier 2017 par l’auteur de diffuser ce texte en libre accès à tous dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriel : [gerard.dussouy@wanadoo.fr](mailto:gerard.dussouy@wanadoo.fr)

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 12 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5” x 11”

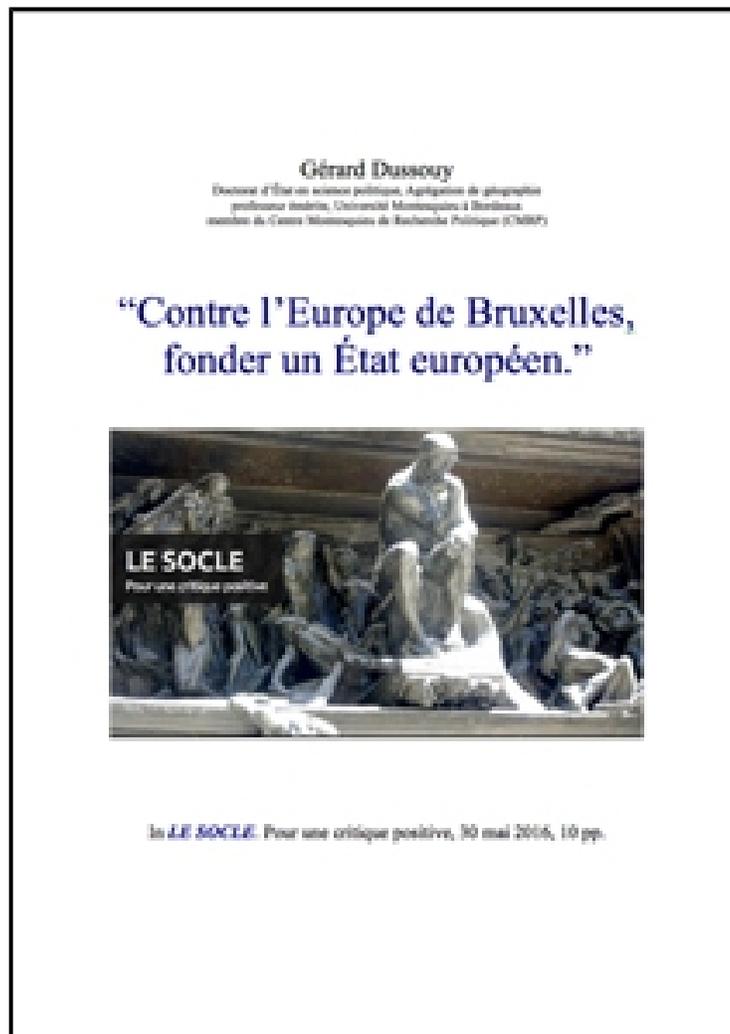
Édition numérique réalisée le 17 juillet 2017 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.



## Gérard Dussouy

Doctorat d’État en science politique, Agrégation de géographie  
professeur émérite, Université Montesquieu à Bordeaux  
membre du Centre Montesquieu de Recherche Politique (CMRP)

“Contre l’Europe de Bruxelles,  
fonder un État européen.”



In *LE SOCLE*. Pour une critique positive, 30 mai 2016, 10 pp.

# Table des matières

## [Introduction](#)

Chapitre 1. [La convergence des crises en Europe.](#)

Chapitre 2. [L'Europe reléguée à la périphérie du nouveau monde.](#)

Chapitre 3. [L'Union européenne sans frontières et sans cohésion.](#)

Chapitre 4. [Le besoin vital de l'État européen.](#)

Chapitre 5. [Le choc systémique et l'Européisme.](#)

## [Conclusion](#)

## Gérard Dussouy

Doctorat d’État en science politique, Agrégation de géographie  
professeur émérite, Université Montesquieu à Bordeaux  
membre du Centre Montesquieu de Recherche Politique (CMRP)

### “Contre l’Europe de Bruxelles, fonder un État européen.”

In *LE SOCLE*. Pour une critique positive, 30 mai 2016, 10 pp.

[Retour à la table des matières](#)

Professeur émérite à l’université de Bordeaux, Gérard Dussouy est un géopoliticien agrégé de géographie et docteur en économie. Parmi ses ouvrages, on retiendra son *Traité de relations internationales*<sup>1</sup> en trois tomes. Européiste convaincu, c’est-à-dire fervent défenseur de la constitution d’un véritable État européen, Dussouy fournit avec *Contre l’Europe de Bruxelles, Fonder un État européen*<sup>2</sup> une synthèse efficace de l’absolue nécessité de cette idée.

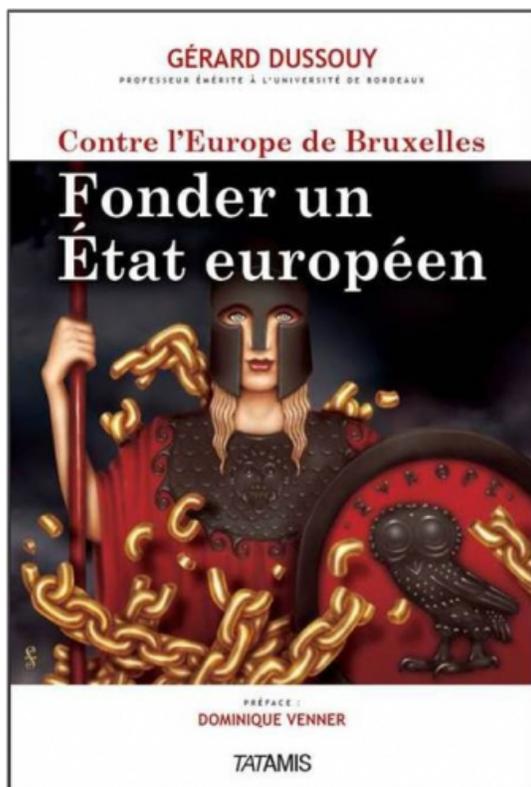
**Structure de l’œuvre** : L’ouvrage est divisé en cinq parties. Sont d’abord analysées les menaces internes à l’Europe (démographiques avec le vieillissement des populations européennes et l’immigration de masse, et économique-industrielles par la désindustrialisation et l’endettement des États: **chapitre I**). Gérard Dussouy aborde ensuite les menaces externes, c’est-à-dire relevant de l’actuelle reconfiguration géopolitique internationale (**chapitre II**). Il montre alors que le centre de gravité économique mondial se déplace inexorablement de l’Occident (Europe + États-Unis) vers le Pacifique-Nord (dominé par les super-États (sub)continentaux comme les États-Unis et la Chine qui finiront par être rejoints par l’Inde, le Brésil et la Russie entre autres). Et à ces menaces d’ordre continental (internes comme externes), on ne pourra apporter qu’une réponse continentale. De fait, à la puissance de ces États (sub)continentaux, on ne pourra opposer qu’un État d’échelle continentale également, un État européen. Cette nécessité implique dès lors de démontrer en quoi l’actuelle Union Européenne n’est pas cet État

---

<sup>1</sup> [Traité de relations internationales](#). Gérard Dussouy. L’Harmattan.

<sup>2</sup> *Contre l’Europe de Bruxelles, Fonder un État européen*. Gérard Dussouy. Éditions Tatamis.

(**chapitre III**) et la forme qu’il devrait prendre s’il était véritablement porté par les indissociables notions de puissance et de souveraineté (**chapitre IV**). Les conditions qui permettront la fondation de cet authentique État européen sont enfin abordées dans le **chapitre V** (émergence d’un noyau dur pro-européen et choc systémique par la convergence des catastrophes qui aboutira à une prise de conscience généralisée des Européens).



## Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Rome : symbole de gloire et symbole de décadence. C’est sur cette image que s’ouvre l’ouvrage de Gérard Dussouy. Car à dire vrai, l’Europe actuelle rappelle par bien des points Rome lors de sa chute : *« l’effondrement démographique et la submersion migratoire, le vieillissement des élites et le délitement des cultures nationales, l’anomie sociale et le sauve-qui-peut individualiste, la mise en cause de l’identité étatique, républicaine pour la plupart des nations européennes, c’est-à-dire l’équivalent du « culte de l’Empe-*

*reur » à Rome, au nom de nouvelles croyances et de l’Islam en particulier, le déclin économique accéléré et les finances publiques en perdition, l’incapacité de l’État-nation à prévenir et à maîtriser les perturbations de toutes natures en provenance de son environnement international »* (page 17). Sidérée par sa propre impuissance, en « dormition » pour reprendre les propos de Dominique Venner qui a écrit la préface de cet ouvrage, l’Europe aborde le XXI<sup>e</sup> siècle en faisant face à des périls qu’elles n’a jamais connu jusqu’alors et c’est son existence, son essence même qui sont menacées de disparaître, submergées par les populations et les puissances étrangères.

## Chapitre 1. La convergence des crises en Europe

[Retour à la table des matières](#)

Dans la première partie, études à l’appui, Gérard Dussouy fait l’inventaire de la situation démographique, socio-économique, industrielle de l’Europe. Et les chiffres parlent d’eux-mêmes. Une natalité en baisse de 40% entre 1910 et 1990, une population qui devrait diminuer de 20% entre 2005 et 2050 ; population de plus en plus vieille pendant que les pays d’Afrique (dont les excédents de populations se déversent sur notre continent) ne semblent pas prêts d’arrêter leur transition démographique. Nigeria, République démocratique du Congo et l’Ethiopie feront partie en 2050 des dix pays les plus peuplés au monde tandis que l’Afrique représentera 41% des naissances au niveau mondial<sup>3</sup>. Il y aura entre deux et trois milliards d’Africains en 2050 contre 470 millions d’habitants pour l’Union Européenne.

Les Européens, avec un taux de fécondité inférieur à 2, s’engouffrent dans ce que les démographes nomment une « trappe à faible fécondité », soit un seuil de 1,6 enfant par femme, seuil en dessous duquel les naissances se stabilisent autour de 1,5 et dont il est très difficile de ressortir<sup>4</sup>. (Lutz et al., 2005). C’est déjà le cas pour l’Italie, l’Espagne et les pays Baltes prévient Gérard Dussouy.

Concernant le vieillissement de la population, là aussi les chiffres sont alarmants. De 30% en 2020, la part des plus de 50 ans devrait passer en Europe à plus de 50% en 2050. La solidarité intergénérationnelle devient dès lors un problème insoluble aggravé par les crises économiques pour cinq raisons (page 31)<sup>5</sup> : 1) Accumulation des dettes publiques, 2) ajustement des entreprises par la réduction de

---

<sup>3</sup> *Afrique, Génération 2030*. Unicef, août 2014.

<sup>4</sup> *The Low-Fertility Trap Hypothesis: Forces that May Lead to Further Postponement and Fewer Births in Europe*. Wolfgang Lutz, Vegard Skirbekk et Maria Rita Testa (2005). Vienna Yearbook of Population Research, Vol. 4, Postponement of Childbearing in Europe (2006), pp. 167-192. Austrian Academy of Sciences Press.

<sup>5</sup> *La lutte des générations*. Patrick Artus. Fayard.

l’emploi des jeunes, 3) une faible croissance empêchant tout phénomène de redistribution et en particulier pour les retraites, 4) une crise bancaire pénalisant particulièrement les jeunes emprunteurs et 5) des réponses consistant en des politiques monétaires expansionnistes et conduisant à des bulles sur les prix des actifs ([taux d’intérêts quasi-nuls et quantitative easing](#) de 2008 à 2014 aux États-Unis, de 2009 à 2013 au Royaume-Uni, depuis 2013 au Japon et finalement depuis 2015 dans la zone euro <sup>6</sup> auxquels succèdent aujourd’hui des [taux d’intérêts négatifs](#) <sup>7</sup>).

Face à la catastrophe nataliste, les dirigeants des États d’Europe ont répondu par une véritable bombe démographique en recourant à l’immigration massive. En 2050, la part des populations d’origine extra-européenne constituera alors à *minima* entre 20 et 30% de celle de l’U.E. selon Gérard Dussouy qui déclare sans ambages que si l’on suivait les recommandations de l’ONU d’importer 13 millions d’immigrés par an entre 2000 et 2050 : « *on assisterait tout simplement à l’Apocalypse de l’Europe historique et de ses identités ancestrales !* ». Aujourd’hui, les non-européens représenteraient déjà 60% de la croissance démographique de l’Union. L’auteur en profite pour rappeler, études à l’appui, que l’immigration est aujourd’hui essentiellement familiale <sup>8</sup> (Tribalat, p. 36), ne contre pas les effets du vieillissement de la population<sup>9</sup> (Tribalat, p. 36), ni n’occupe des emplois laissés vacants par les Européens (*Ibid*, p37) <sup>9</sup>. Au final, l’immigration n’est pas cette chance pour la France que chantent nos élites cosmopolites mais est un fardeau de l’ordre de 70 milliards d’euros par an rien que pour la seule nation française (Laulan, p. 37) <sup>10</sup>.

---

<sup>6</sup> [La BCE est-elle efficace ?](#) Patrick Artus. Le Monde. Édition électronique du 18/06/2015.

<sup>7</sup> [Taux d’intérêt négatifs : les banques à bout de souffle ?](#) Régis Yancovici. Contrepoints. 19/03/2016.

<sup>8</sup> *Une révolution sous nos yeux. Comment l’Islam va transformer la France et l’Europe ?* Christopher Caldwell. Édition du Toucan.

<sup>9</sup> *Les yeux grands fermés. L’immigration en France.* Michèle Tribalat. De-noël.

<sup>10</sup> *Peut-on raisonnablement calculer le coût de l’immigration.* Yves-Marie Laulan. Colloque de l’Institut de géopolitique des populations. Février 2012.

La vraie solution pour Gérard Dussouy est sans équivoque : arrêt de l’immigration extra-européenne et remigration « *dans la plus forte proportion possible* », relance de la fécondité des européennes et robotisation des activités les plus pénibles.



**Figure 1: La crise des « migrants » (qui n'avait pas encore débuté lors de la parution de cet ouvrage) n'est qu'un avant goût de la catastrophe démographique qui va s'abattre sur l'Europe.**

Et d’ici que soient appliquées pareilles mesures, il convient d’alerter nos contemporains sur le danger que constitue la présence en masse sur notre sol de populations d’origine extra-européenne. Car ce qui se dessine à terme est une guerre ethnico-religieuse, que Gérard Dussouy n’hésite pas à qualifier de nouvelle guerre de Trente ans. Si *Contre l’Europe de Bruxelles, Fonder un État européen* fut publié début 2013, l’analogie ici présentée prend une dimension prophétique lorsque l’on sait que la guerre de Trente ans fut particulièrement

meurtrière pour l’Allemagne et que c’est cette même Allemagne qui ouvrit ses portes aux « migrants » en 2015. Les événements de Cologne de janvier 2016 qui virent les Allemandes être agressées sexuellement par plusieurs centaines d’extra-européens durant la nuit du Réveillon du Nouvel-An seront peut-être vus dans le futur comme le tout premier moment de cette nouvelle guerre de Trente ans.

Comme le rappelait Dominique Venner lors d’une série d’entretiens accordée à [TV-Libertés](#)<sup>11</sup>, si l’on peut assimiler des individus, on n’assimile pas des peuples. Et ce sont des peuples que l’on importe chez nous et qui se reforment en tant que peuple une fois foulée notre terre. Peuples immigrés et peuples autochtones ainsi s’évitent (ghettoïsation des immigrés et phénomène dit du *white flight*) pendant que l’on assiste à toujours plus d’exigences communautaires dans les entreprises, les écoles, les lieux publics et d’exigence de représentativité au niveau politique, médiatique et économique (exigences tant raciales que religieuses). Le multiculturalisme étant un mythe auquel la chancelière allemande Angela Merkel elle-même ne croit plus, il n’est donc plus possible de nier l’implication directe que cela a : les non-Européens n’ont pas vocation à rester en Europe. Tout refus de cette vérité conduira à sa balkanisation.

Démographiques, migratoires, les menaces internes à l’Europe sont également économiques et industrielles. Hausse du chômage, généralisation du sous-emploi, désindustrialisation massive et crise de l’endettement doublé d’un déficit commercial pour nombre de pays européens. Comme le rappelle Gérard Dussouy : « *En 2010, la France était débitrice de 454 milliards d’euros soit plus de cinq années de ses revenus fiscaux* », « *Les dettes publiques [...] représentent 80% du PIB dans l’Union Européenne* » (page 45).

Pour répondre à la crise de la désindustrialisation, Gérard Dussouy préconise d’investir massivement dans la R&D (bien plus que les 1,9% du PIB de l’U.E. maigrement alloués à cette fin) pour faire émerger une industrie haut de gamme tandis qu’il préconise des mesures conservatoires pour les productions et les services de bas de gamme. Pour Gérard Dussouy, il faut sortir du « *climat délétère du « laisser-faire et du laisser-aller » des « démocraties modernes » [...] qui les a conduits au bord de la faillite* ». Pour se prémunir des effets

---

<sup>11</sup> [Itinéraire : Dominique Venner](#). Série d’entretiens par TV-Libertés.

délétères de la mondialisation (crises économiques et financières à répétition, actifs toxiques, spéculation des marchés sur les dettes souveraines européennes...), il convient également pour le docteur en économie d’assainir drastiquement les finances publiques européennes (équilibre des comptes, des budgets des administrations publiques) pour retrouver une croissance saine afin d’envisager une mutualisation de la dette qui n’est pas possible en l’état de par la trop grande divergence des États membres. Cette mutualisation se ferait alors grâce à un fonds financier commun. Dans [Les Échos](#)<sup>12</sup>, l’économiste Gérard Fonouni explique ainsi que « *Ce fonds mutualiste permettrait de rassembler la part des dettes excédant les 60 % fixés par les critères de convergence. Les États emprunteurs pourraient émettre des bons de trésor mutualisés pour se procurer des capitaux. Les États membres, y compris les plus endettés se refinanceraient ainsi à un taux d’intérêt unique modeste. En outre, le fait de mutualiser les créances douteuses éviterait la spéculation sur le risque. Ce qui permettrait de n’avoir qu’une seule dette publique au lieu de dix-neuf actuellement avec une monnaie commune. D’autre part, les États ne pourraient plus faire cavaliers seuls en empruntant à des taux faibles pour prêter ensuite à des taux supérieurs, comme le font la France et l’Allemagne à l’égard de la Grèce* ».

## Chapitre 2. L’Europe reléguée à la périphérie du nouveau monde

[Retour à la table des matières](#)

Nous le voyons, les nations européennes sont en fort mauvaise posture pour affronter le monde qui vient à court, moyen et long terme. De plus, et c’est ce que Gérard Dussouy décrit dans le chapitre 2, les nouveaux équilibres économiques et géostratégiques vont laisser les nations européennes à la marge du monde. Ces super-États d’échelle continentale ou subcontinentale, de par leur avantage démographique (marché intérieur ainsi que main-d’œuvre nombreuse et

---

<sup>12</sup> [Mutualiser les dettes publiques pour sauver l’Europe](#). Gérard Fonouni. Les Échos. Édition électronique du 25/03/2015.

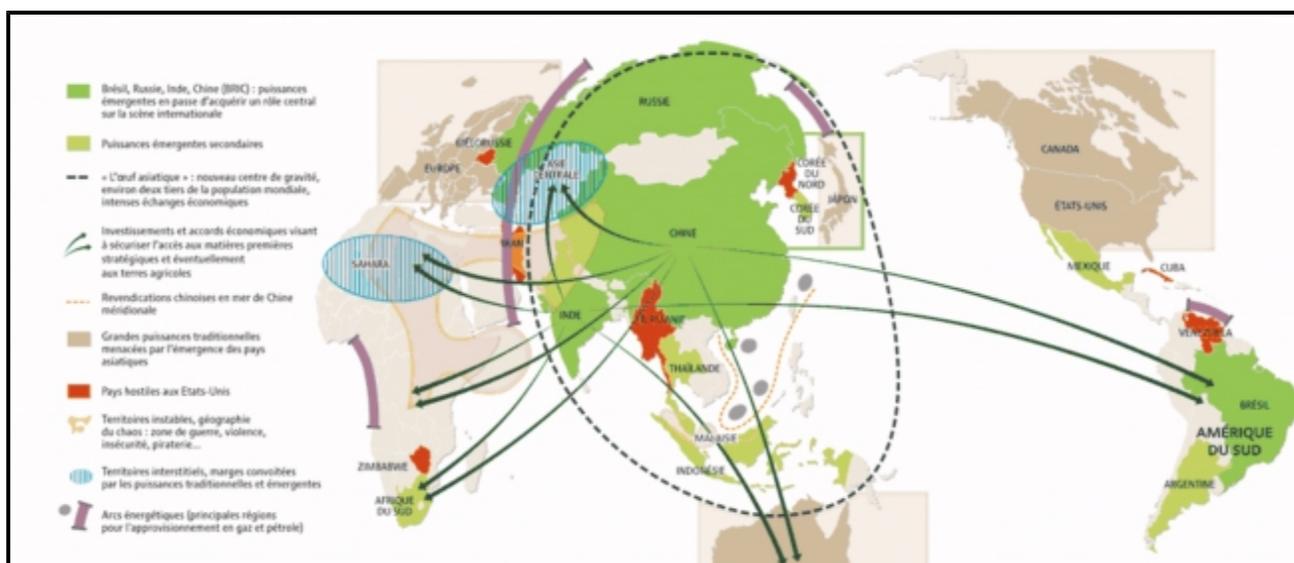
sous-payée) et leur rattrapage économique (croissance économique élevée et accapuration progressive des emplois hautement qualifiés) sont une menace directe pour les Européens. Et de fait, le déclin de l’Europe précipite ce déplacement du centre de gravité mondial de l’Atlantique-nord vers le Pacifique-nord comme l’illustre la figure 2 <sup>13</sup>. Ce centre de gravité du Pacifique est lui-même centré sur les États-Unis, la Chine et l’Inde et présente des pôles secondaires (Russie, Japon) et tertiaires (Corée du Sud, Pakistan, Taïwan, Iran).

Ici aussi, Gérard Dussouy est sans pitié : « *En ce qui concerne les Européens, il est clair qu’ils sont en passe d’être relégués à la périphérie du monde né de la mondialisation. La modernisation des masses humaines, confinées jusque-là dans le sous-développement et la sous-production, a tout changé. La globalisation de l’économie et les transferts de technologie font que le couple moteur de l’Histoire, celui qui est formée par la démographie et par la technologie, tourne à la faveur des puissances asiatiques à forte masse critique. Un phénomène qui, au siècle dernier, a joué pleinement à l’avantage des États-Unis. La masse critique synthétise deux facteurs : l’espace et la population. Or, dans le monde globalisé (où les phénomènes de masse sont devenus irrésistibles), les niveaux d’échelle s’avèrent plus prépondérants que jamais quand il s’agit d’évaluer la puissance des États. En deçà d’un certain seuil, il est très difficile maintenant, pour un État, de défendre ses intérêts* » (page 64). Sachant que les États-Unis eux-mêmes finiront à terme par être relégués en périphérie d’un monde centré sur l’Asie (la dette nationale des E.U. est en mars 2016 de plus de 19.000 milliards de dollars soit 104% de son PIB <sup>14</sup>), il devient insensé d’invoquer une solution non-européiste pour les Européens. Et Gérard Dussouy de rappeler que la reconfiguration ethnique des États-Unis (plus de naissances de non-blancs que de blancs aux États-Unis depuis 2011) les éloignera de plus en plus de l’Europe. On pourra y voir une chance de se débarrasser de la tutelle américaine mais rien n’est moins sûr car il reste un domaine dans lequel les E.U. garderont leur leadership : la puissance militaire (page 70).

---

<sup>13</sup> *Le basculement du monde*. Manière de voir N°107. Éditions du Monde Diplomatique.

<sup>14</sup> [Dette publique des États-Unis en temps réel](#).



**Figure 2: Les équilibres mondiaux qui se dessinent aujourd'hui seront dominés par les « super-États » de dimension (sub)continentale. Ce nouveau monde aura son centre de gravité dans le Pacifique Nord. Les logiques de masse critique (population, marché intérieur, espace) détermineront encore plus que par le passé les rapports de domination. Les Européens ne pourront faire valoir leurs intérêts et prétendre à la souveraineté qu'en se dotant eux-aussi de la masse critique nécessaire. L'État Européen supranational est donc la seule réponse possible. D'après [13].**

Comme le souligne Gérard Dussouy, pour la Chine et l'Inde, « les réserves de puissance demeurent considérables ». La puissance chinoise est aujourd'hui titanesque. Elle réalise le plus fort excédent commercial du monde avec 250 milliards de dollars par an. En comptant Hong-Kong, la Chine détiendrait également 30 à 40% des réserves de change de la planète. Elle présente un coût salarial horaire 40 à 100 fois moindre que celui des États-Unis ou de l'Europe et repose sur une population homogène (95% des Chinois appartiennent à l'ethnie Han). L'incontournable partenaire commercial des Occidentaux importe dix fois plus et exporte trois fois plus vers les pays d'Asie que vers les États-Unis. Réalité qui se concrétise avec l'Association des nations du Sud-est asiatique (ASEAN) soit 1,7 milliards de personnes pour un PIB global de près de 2000 milliards de dollars.

Si la Chine investit massivement en Afrique et au Moyen-Orient pour fournir à son économie les matières premières nécessaires à sa croissance effrénée, elle n'en oublie pas pour autant l'Europe. Profi-

tant de la faiblesse économique et politique de notre continent, la Chine s’implante en son sein même : investissements multipliés par trois entre 2008 et 2009, rachat d’entreprises et d’industries (50 milliards d’acquisition rien que pour les premières semaines de 2016 comme le rappelle cet article [au titre cruel de vérité](#) <sup>15</sup>)

Cette course aux matières premières et aux hautes-technologies à laquelle se livre la Chine illustre l’état d’esprit dans lequel se feront les futures relations internationales : une lutte sans merci entre États développés pour le contrôle des ressources et le leadership de leurs entreprises. C’est ainsi que notre époque signera le grand retour des États. Car seule la puissance publique des États peut s’opposer à la puissance privée des multinationales et en permettre le contrôle. Les combats que devront mener les nations d’Europe ne se feront pas uniquement contre des États plus gros qu’eux mais également contre des multinationales prêtes à tout pour modeler le monde selon leurs desseins. On ne pourra s’empêcher de penser au sort de la Russie après la chute de l’URSS. Une Russie morcelée et qu’oligarques et puissances d’argent du monde entier dépecèrent jusqu’à la restauration d’un pouvoir étatique fort incarné en la personne de Vladimir Poutine. De fait, la restauration de la puissance publique se fera également par l’avènement d’un État européen fort, seul capable de mettre un frein au morcellement programmé de l’Europe. Dans ce combat impitoyable qui se dessine, les Européens auront à faire le choix de la souveraineté ou de la nostalgie, de la puissance ou de la mort.

---

<sup>15</sup> [L’Europe, la nouvelle Afrique de la Chine](#). Anne-Marie Rocco. Édition électronique du 15/03/2016.

## Chapitre 3. L'Union européenne sans frontières et sans cohésion

[Retour à la table des matières](#)

Ces deux premières parties ont permis de tracer l’ensemble des menaces pesant sur les nations européennes, menaces qu’elles ne pourront affronter individuellement. La nécessité d’un État européen implique dès lors de démontrer en quoi l’actuelle Union-Européenne n’est pas cet État. Car européen ni par les valeurs (essentiellement libérales et eudémonistes), ni par la géographie (futur accueil de la Turquie mais rejet de la Russie), ni par les institutions (les véritables organes de décision de l’U.E. sont le Conseil européen et le Conseil de l’Union Européenne qui ne font que réunir les exécutifs des différents gouvernements européens, et constituent donc un pouvoir essentiellement non supranational) et surtout pas par le principe qui rend obsolète les nationalismes intra-européens et nécessaire la fondation d’un État européen : la souveraineté. Car l’U.E. ne protège ni ses frontières, ni son marché, ni ses concitoyens. Et c’est ce dernier principe qui constitue la pierre angulaire de toute la démarche européiste. Citant à juste titre Carl Schmitt : « *la souveraineté n’est pas l’expression adéquate d’une réalité, mais une formule, un signal [...] elle est d’un usage extraordinaire ou d’une valeur totalement nulle selon la situation* », Gérard Dussouy montre que la notion de souveraineté n’a pas de sens lorsque l’on en n’a pas les moyens. L’équation est simple : souveraineté = puissance. Sans puissance, pas de souveraineté. De fait, si un État d’Europe n’a plus les moyens de sa souveraineté, il n’y a pour lui que deux alternatives : se placer sous la protection d’une puissance étrangère qui lui imposera ses choix géopolitiques, ou se fondre dans un État Européen qui sera une manifestation de sa propre puissance augmentée de celle des autres pays d’Europe. Aucun Européen digne de ce nom ne peut bien évidemment faire le premier choix car « *Au mieux, dans un espace sociétal européen de plus en plus fragmenté persisteront des pôles de prospérité fortement sécurisés. Ils seront alors habités par une bourgeoisie compradore, c’est-à-dire dé-*

*pendantes des oligarchies financières* » (page 179). Refuser de choisir, si cela n’en constitue pas pour autant une trahison, est néanmoins une marque d’inconséquence historique grave. Et que l’on pense simplement au fait que les autres nations du monde n’ont pas le luxe de ce choix.



**Figure 3: L’Union Européenne n’est pas l’Europe pas plus qu’elle n’est un État, cela doit être martelé sans cesse. La notion de souveraineté lui est étrangère, celle d’identité, odieuse, celle de Destin, inconnue.**

Outre l’impuissance structurelle de l’Union Européenne, l’Europe a aujourd’hui plusieurs défis à relever, aggravés il est vrai par son absence de *praxis*, comme celui de l’élargissement. Le passage d’une Europe des 6 en 1957 à une Europe des 28 en 2013 est une épreuve de

taille pour l’Union Européenne (d’une population de près de 510 millions d’individus en 2015). Pour diminuer les disparités économiques, l’U.E. a investi massivement à l’Est (plans d’aide au rattrapage de type FEDER, FSE, Fonds de cohésion). En attendant d’en voir les fruits, pensons comme le propose Gérard Dussouy à l’Irlande qui faisait partie des pays les moins prospères de l’Union et qui aujourd’hui présente un PIB/hab supérieur de 14% à la moyenne (2<sup>ème</sup> plus haut PIB/hab d’Europe). Entre 1989 et 1999, l’Irlande a perçu de l’Union 10,1 milliards d’écus, soit environ 1,8% de son PIB chaque année. Si l’Eire paiera son aventure spéculative et devra un jour abandonner sa fiscalité avantageuse, elle ressort aujourd’hui portée par une industrie développée (31,4% du PIB) et un niveau de vie sans commune mesure avec celui qui était le sien dans les années 80. Elle commence également à subir la concurrence des pays de l’Est, nouvelle preuve que ces régions doivent à leur tour être développées le plus rapidement possible.

Le problème consiste aujourd’hui à pouvoir transposer telle politique à l’Europe de l’Est toute entière. Problème trouvant sa source dans l’impossibilité de développer des pays économiquement s’ils ne sont pas protégés durant leur phase de rattrapage de la concurrence de pays non-européens plus pauvres qu’eux (ex: quand Renault préfère Tanger à la Roumanie). De même, l’argent investi ne doit pas servir uniquement à acheter des biens et services à l’Europe de l’Ouest (comme ce fut trop souvent le cas pour la Grèce). Ici, tout plaide en faveur d’une Europe adoptant une véritable politique protectionniste et de développement. Dans la configuration actuelle, l’U.E. investit 35,7% de son budget dans sa politique de cohésion soit 347,410 milliards d’euros (auquel on pourrait allouer la totalité des aides de l’U.E. pour l’international comme le suggère Gérard Dussouy). Et il faut voir ici que le potentiel de développement de l’Europe de l’Est est considérable. Le potentiel agricole de ces régions est encore peu exploité et les marchés disponibles constituent une véritable opportunité de développement pour les entreprises de toute l’Europe. Bref, l’Europe, à l’instar des grandes puissances mondiales, doit pouvoir disposer d’un marché intérieur d’une masse suffisante pour pouvoir servir de socle économique à ses entreprises. Pour permettre l’avènement de celui-ci, Gérard Dussouy propose une politique de grands travaux en Europe de l’Est par : « *la réalisation de grands couloirs de communications* :

*autoroutes et TGV transeuropéens, grands axes de voie navigables (axes Rhin-Danube, Rhin-Vistule-Dniepr, avec des « barreaux » de liaison intermédiaires). Cette politique d’infrastructures trouvera toute sa place dans la politique anti-crise des années qui viennent »* (page 125). Le rattrape économique est la clef de voute de toute politique de convergence, et elle permettra par la suite une véritable politique de puissance européenne. Pour Gérard Dussouy : « *L’harmonisation des fiscalités, des rémunérations et des conditions de travail n’est concevable que quand les écarts de niveau de vie auront été fortement réduits* » (ibid.).

Outre ces difficultés économiques, il y a les disparités culturelles existant entre les nations européennes vis-à-vis de leur vision respective de l’U.E. Libérale et non-communautaire pour les Anglo-saxons, les Scandinaves et les Irlandais, libérale mais communautaires pour les Allemands, interventionnistes mais hostiles à la supranationalité pour les pays latins, les disparités se voient aussi entre Europe du Nord et Europe du Sud, Europe germanique, latine, slave, Europe de tradition catholique, protestante et orthodoxes... auxquelles s’ajoutent les inévitables barrières de langue et qui démultiplient les difficultés à appréhender notre espace oriental.

Mais l’élargissement à l’Est est concomitant à une réalité géopolitique majeure pour les Européens. Leur avenir se dessine à l’Est et plus encore. La Russie, voilà l’avenir de l’Europe. Tout d’abord par la coopération puis à terme par l’union pour Gérard Dussouy. Car c’est un fait, le destin de la planète se jouera en Asie tout comme l’Europe aura besoin des richesses naturelles de la Russie (27% des réserves mondiales de gaz, 12% de la production de pétrole, 23% de la production de nickel et un sous-sol qui regorge de platine, d’or, de cuivre et de cobalt). La Russie aura également besoin du partenaire européen (son premier partenaire commercial) pour se développer (715 milliards de dollars à investir dans les hydrocarbures d’ici 2030). Dans les crises pétrolières qui s’annoncent inévitablement, l’Europe est le meilleur débouché et constitue un gage de stabilité pour la Russie. Cette interdépendance, cette solidarité euro-russe est bien évidemment une menace pour leurs adversaires qui ne manquent pas de la dénoncer.

Cette « complémentarité géoéconomique totale » comme la nomme Gérard Dussouy est mise à mal par l’inféodation des États eu-

ropéens aux États-Unis d’une part et du manque de fiabilité russe (corruption, faiblesse des capacités techniques, ouvertures à d’autres partenaires, prix relevés unilatéralement) d’autre part. Cela implique pour Gérard Dussouy plusieurs grandes décisions. Sortie de l’OTAN des pays d’Europe, éradication de la corruption en Russie, mise en place d’une politique de synergie et prise de conscience des nouveaux équilibres géostratégiques mondiaux de part et d’autre de notre continent. C’est un autre argument en faveur d’un État européen qui se dessine ici. Quand l’on sait que l’Europe aura besoin de la Russie pour faire pleinement valoir sa souveraineté, comment une nation d’Europe pourrait prétendre y arriver seule ?

## Chapitre 4. Le besoin vital de l’État européen

[Retour à la table des matières](#)

Quelles seront alors les caractéristiques de cet État européen ? Gérard Dussouy y répond par deux volets. Le premier concerne le fond, c’est-à-dire que Gérard Dussouy y évoque les développements (économiques, sociaux, militaires, etc.) à même d’assurer la souveraineté de l’Europe et qui furent partiellement évoqués dans les chapitres précédents. Le second volet liste les axes formels de ces développements, c’est-à-dire ceux concernant l’aspect organisationnel (ex : les institutions) et dynamique (ex : possible nécessité d’une Europe à plusieurs niveaux d’intégration) permettant la plus grande expression possible de la souveraineté européenne.

Concernant le fond, le principal concept abordé est celui de G.E.E. ou Grand Espace Européen. Si l’on considère que ce premier volet est sous-tendu par l’impérieuse notion de souveraineté, le concept de G.E.E. doit entre-autres être compris comme l’indispensable marché intérieur de masse critique nécessaire à toute État souverain. La réalisation de ce Grand Espace Européen aura pour objectif de :

- 1. Faire du protectionnisme à une échelle efficiente.** Une nation d’Europe se livrant seule à des mesures protectionnistes à l’égard d’une superpuissance serait incapable de supporter les mesures de rétorsions de cette dernière. Mesures de rétorsions que cette même superpuissance n’aurait pas les moyens d’infliger au géant européen.
- 2. Profiter du potentiel de développement de l’Europe orientale.** C’est d’une politique d’aménagement du territoire à l’échelle continentale, de la constitution de ce marché intérieur de masse critique dont nous parlons ici (plus de 700 millions d’Européens en comptant la Russie) et dont les Européens, citoyens comme entreprises pourront bénéficier. Cela doit permettre d’assurer la prospérité des grandes entreprises européennes comme le développement des entreprises locales.
- 3. Restaurer la puissance publique face aux oligopoles internationaux.** Tout d’abord en convertissant la dette extérieure en dette domestique puis en redonnant à l’État son rôle d’impulsion et de régulation.
- 4. Créer une harmonisation fiscale** permettant la mutualisation de la dette et une harmonisation sociale, permettant d’éviter les concurrences entre États comme c’est trop souvent les cas actuellement (par le haut par la fiscalité et par le bas par les niveaux de salaire)
- 5. Favoriser la mobilité de la main-d’œuvre européenne** dans le cadre d’une Europe harmonisée socialement. La création de richesse dans des pôles à fort potentiel de développement sera une des clefs de la croissance européenne. Elle devra alors s’appuyer sur la mobilisation des ressources humaines et économiques de tout le continent.
- 6. Sécuriser les approvisionnements énergétiques et minéraux** sur le long terme en particulier par le biais d’un partenariat avec la Russie. Indispensable face à la guerre des matières premières qui se prépare.
- 7. Disposer d’une armée européenne,** aucun État européen ne pouvant aujourd’hui supporter les coûts pharaoniques néces-

saires à la constitution d’une armée moderne et puissante. Cette armée devra sûrement se concevoir dans un premier temps comme l’agrégation des armées nationales. Nous nous permettons ici de proposer l’actuelle Légion Etrangère comme embryon de cette future grande armée européenne. L’excellence de ses troupes et sa capacité à former des soldats de cultures et de langues différentes serait une expérience dont l’Europe devrait pouvoir profiter pleinement.

**8. Lancer une politique majeure de R&D** sur le continent, autre clef de la croissance européenne.

On remarquera immédiatement que la majorité de ces points ne sont pas défendus par l’U.E. voir que celle-ci s’oppose carrément à certains d’entre eux (on pensera notamment au point 3, le dogme libéral, l’anomie et la soumission de l’U.E. l’empêchant de toute action en ce sens). Ces points essentiels doivent encore une fois permettre de prendre conscience que l’U.E. n’est pas l’Europe, qu’elle n’en est aucunement la légitime expression.



**Figure 4: L'Europe doit redevenir un sanctuaire. De l'océan Arctique à la Méditerranée, de l'Atlantique à l'Oural, l'Europe va devoir fermer ses portes pour pouvoir se recentrer sur elle-même, pour pouvoir protéger les intérêts et l'identité de chaque Européen. Ses frontières doivent être défendues bec et ongles, son marché intérieur, protégé et cultivé, sa civilisation millénaire, sacralisée. Et seul un État européen aura la puissance nécessaire pour relever ce défi.**

L'un des points les plus fondamentaux à assimiler pour les Européens (et cette tâche l'est sans doute plus encore pour les Français, pour des raisons historiques évidentes) est que l'État ne se confond pas avec la Nation. Comme le rappelle Gérard Dussouy, les exemples d'États regroupant plusieurs nations ne manquent pas dans l'histoire. Si le cas de Rome vient immédiatement à l'esprit, on pensera également à celui de l'Autriche-Hongrie. Les exemples italiens et allemands sont eux-aussi à prendre en considération. Une fois cette réalité assimilée, il devient dès lors naturel de rechercher quelle est la forme d'État qui assurera la pérennité de nos nations. Cet État européen doit,

pour Gérard Dussouy, prendre la forme d’une *res publica europensis*. Cette République fédérale européenne se devra d’être pour l’auteur :

**Supranationale:** Evidence aux vues des propos tenus précédemment. Résumé de manière laconique par Gérard Dussouy : « *Il n’existera jamais « une Europe », puissance internationale garante de la survie des nations culturelles qu’elle englobe, tant que n’existera pas un État européen* » (page 137).

**Avec des pouvoirs exécutifs et législatifs possiblement déclinés comme suit :**

**Exécutif :** un Sénat de la République dont le président pourrait être celui de la République fédérale européenne.

**Législatif :** partagé entre un Parlement européen et la Chambre des Régions ou Chambre Fédérale.

Le but de telles institutions est de pouvoir prendre des décisions à l’échelle continentale, de manière rapide et efficace, dans les domaines économiques comme régaliens, choses dont est incapable l’actuelle U.E. Et surtout, il s’agit de se doter d’un pouvoir capable d’anticiper, chose qui nous fait le plus cruellement défaut aujourd’hui.

**Fédérale, régionaliste et fondée sur le principe de subsidiarité:** Les disparités entre régions et nations étant trop forte, il est insensé de parler de nation européenne. L’État européen se doit donc pour faire cohabiter en son sein ses différentes composantes culturelles constitutives, d’adopter un découpage fédéral, fondé sur des régions d’une taille correspondant à la plus grande homogénéité possible (tant du point de vue culturel que du point de vue économique). Il ne s’agit pas, comme le souligne Gérard Dussouy, de substituer à un ethnocentrisme national un ethnocentrisme régional, c’est-à-dire de créer une « Europe aux cent drapeaux » qui ne serait jamais qu’une somme d’impuissances encore plus navrante que celle, actuelle, des nations européennes. Il s’agit ici de trouver les unités administratives fondamentales les plus efficaces possibles. Le principe de subsidiarité

vient alors assurer l’articulation de l’architecture Région / Nation / État européen. Pour que ne subsiste aucun doute chez le lecteur, les compétences les plus importantes (monnaie, politique économique, armée et police, etc.) seront donc dévolues à l’État européen. L’échelon national aura à charge l’éducation, la formation (tout ce qui ressort du domaine culturel et linguistique). Les questions économiques d’échelle nationale seront de leur côté traitées à des niveaux plurirégionaux pouvant correspondre à une nation actuelle d’Europe ou à des regroupements régionaux à cheval sur plusieurs nations en fonction des configurations les plus adaptées aux situations rencontrées.

**Portée par une langue commune:** Gérard Dussouy enregistre le fait que l’absence d’une langue commune est un désavantage considérable pour l’Europe, tant d’un point de vue économique que culturel. S’opposant à la disparition de la diversité linguistique européenne, Gérard Dussouy plaide donc pour une langue commune (et non unique). Ne pouvant bien évidemment proposer le soi-disant anglais qui s’impose aujourd’hui en Europe comme dans le reste du monde, Gérard Dussouy propose l’adoption du latin comme langue commune car *« le latin qui a toujours été la langue de l’universalité européenne, qui a véhiculé la pensée européenne jusqu’au 17<sup>ème</sup> siècle, est en fait la seule alternative. Langue précise et concise, faite de réalisme et de solidité, le latin renvoie, bien entendu, à son pragmatisme et à sa foi dans l’élan collectif. Ce dont les Européens auront tant besoin dans un futur proche. Il est, de tous les langages, le mieux à même de rendre et de servir la souveraineté européenne »* (page 156). On ajoutera que la latin est une langue scientifique, juridique, liturgique, impériale, quelle fit partie des humanités de tous les collèges et lycées d’Europe avec le Grec, qu’elle a irrigué toutes les langues européennes et pas seulement celles dites « latines ». Le latin est la langue européenne par excellence, car sanctifié par son récit civilisationnel même.

**Disposant d’une monnaie unique :** Pas de politique de puissance sans monnaie. L’harmonisation fiscale et économique est impérative pour éviter les écueils actuels.

**À plusieurs vitesses:** en ce sens que « *l’Europe à plusieurs vitesses et à géométrie variable est la condition pour que certains peuples puissent avancer vers l’État européen, sans qu’ils aient à rompre avec ceux qui montreront des réticences* » (page 162). Et en évoquant la célèbre notion de « noyau dur », Gérard Dussouy se demande si de moteur de l’Europe, la France n’en est pas devenu le boulet. Selon lui néanmoins, les États de la zone Euro sont les mieux à même de constituer ce « noyau dur » car disposant d’une monnaie unique et qu’ils ont annoncé leur intention de s’engager sur la voie du fédéralisme budgétaire.

**Identitaire:** Évidence encore une fois. La suppression du droit du sol au profit du *jus sanguinis* constitue une urgence vitale. Et une des premières choses que devront abandonner les Européens (et en premier lieu leurs dirigeants) est la *Weltanschauung* universaliste qui est la leur depuis des siècles et qui agissait comme un véritable catalyseur pour leurs visées expansionnistes dans le passé, les Européens étant alors en position de force. On pourrait comparer l’universalisme occidental à un jeu de vannes grandes ouvertes entourant l’Occident. Tant que la pression interne est suffisante, l’Occident se déverse sur le monde, le modelant à sa guise par ses immenses vagues humaines et économiques. Mais en position de faiblesse, l’Occident laisse alors ces vannes ouvertes à des flux contraires se déversant alors en elle. La réaffirmation d’une *Weltanschauung* à même de rendre les Européens à nouveau maîtres de leur destin passera par l’affirmation d’un *Umwelt* spécifiquement européen et plus généralement du principe d’altérité cher à Lévi-Strauss<sup>16, 17</sup>. Principe d’altérité poussé jusqu’au bout évidemment et que l’on pourrait résumer en une sentence : « Nous ne sommes pas vous, vous ne serez jamais des nôtres ».

---

<sup>16</sup> [Race et Histoire](#). Claude Lévi-Strauss. Folio Essais.

<sup>17</sup> [Critique positive de « Race et Histoire »](#). Vasilav Godziemba. Le SOCLE.

## Chapitre 5. Le choc systémique et l’Européisme

[Retour à la table des matières](#)

L’enjeu est donc bel et bien la prise de conscience généralisée des Européens quant à la nécessité de cet État. Cette prise de conscience se fera de deux manières pour l’auteur de *Contre l’Europe de Bruxelles, Fonder un État Européen*, et qui iront de pair. Tout d’abord, cette prise de conscience se fera de manière contingentielle. Citant Schopenhauer et son *Le monde comme volonté et comme représentation*<sup>18</sup>, Gérard Dussouy rappelle que nos valeurs, notre *Weltanschauung* sont toujours déterminées par notre environnement. Que nos valeurs sont d’abord des instruments de notre volonté, qu’elles existent pour nous permettre de perdurer, de maîtriser notre environnement. De fait, qu’on le veuille ou non, il ne sera pas possible de continuer indéfiniment avec des valeurs qui nous mènent au tombeau. Car toute représentation du monde en opposition avec la réalité amènera inmanquablement pour celui qui en est le porteur, son lot de catastrophes. Catastrophes, qui par leur convergence, ne pourront qu’aboutir à une prise de conscience généralisée à tout le continent et permettant de faire voler en éclat ses deux obstacles majeurs (idéologie post-historique de nos élites et passéisme des mouvements nationalistes) car: « *Par expérience, ils (nda : les Européens), saisiront que l’idéologie universaliste et évolutionniste, qui sous-tend la représentation officielle du monde, les conduit à leur perte, et par nécessité, ils dépasseront leur ethnocentrismes respectifs au profit de l’européisme. C’est à dire de cette prise de conscience que les Européens sont tous en présence des mêmes défis, ont tous les mêmes intérêts économiques et culturels, et qu’ils ne surmonteront les épreuves qui les attendent qu’en privilégiant leur Nous* » (P169).

---

<sup>18</sup> *Le Monde comme Volonté et comme Représentation*. Arthur Schopenhauer. PUF.

Cette prise de conscience doit également être recherchée, provoquée. Ainsi peut-on agir sur plusieurs niveaux :

**En s’appliquant à l’européanisation des débats.** En mettant en avant les débats sur le fédéralisme budgétaire et bancaire, sur l’immigration-invasion, sur la politique commerciale de l’U.E. Autant de sujets qui appellent à des réflexions européennes et européistes.

**En favorisant l’émergence de mouvements citoyens européens,** ainsi que de tout processus permettant un européisme horizontal (mouvements sociaux, initiatives culturelles, etc.) qui ont justement fait défaut à la construction de l’U.E.

**En favorisant la communication entre nations européennes.** L’idée phare est de pouvoir provoquer un décloisonnement des consciences européennes, trop souvent ignorantes des réalités des autres pays de notre continent.

**En faisant la promotion d’une identité européenne recouvrante et non absorbante,** garante de la survivance des particularismes nationaux et régionaux plutôt que de leur effacement et montrant par la même que cette Europe, à rebours de la mondialisation, protégera les identités plutôt que de les araser.

Ainsi « *La combinaison d’une communication intra-européenne intense et du stress systémique peut sécréter, de manière presque mécanique, une nouvelle symbolique à l’origine d’une culture politique européenne* » (P181) et qui permettrait l’émergence d’un Espace Public Européen, pendant politique et culturel du Grand Espace Européen évoqué précédemment. De ce dernier chapitre il faudra également retenir trois concepts fondamentaux, trois idées qu’il faudra toujours brandir pour faire vivre le projet européiste :

**Communauté de destin:** nous avons les mêmes origines et nous partageons la même Histoire. Les menaces que nous affrontons sont les mêmes et nous ne saurons les affronter en ordre dispersé.

**Patriotisme géographique** : ce sont les intérêts de notre terre et de tous ses habitants qui sont en jeu. Vérité admissible au-delà de tout clivage.

**Inéluctabilité de l’Européisme**: si nous ne le faisons par choix, ce sera la marche du monde qui nous l’imposera.

## Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Nous l’avons vu, ce qui se joue aujourd’hui n’est rien moins que notre survie. Survie en tant que peuples, en tant que civilisation, d’un point de vue biologique comme culturel. Gérard Dussouy liste les menaces pesant sur nous et trace les grandes lignes pour y répondre. L’État européen nous apparaît dès lors comme une nécessité à même de faire rentrer à nouveau les Européens dans l’Histoire, de leur permettre de se réapproprier leur Destin. Aux regards des défis immenses qui nous attendent, le désespoir pourrait nous saisir, mais adoptant un optimisme vennerien, Gérard Dussouy nous dit :

*« Des temps difficiles attendent donc l’Union Européenne et les Européens. Ils pourraient avoir raison de la première. Comme ils pourront plonger les seconds dans le marasme et le chaos. Mais si l’on est de ceux qui considèrent que seul le défi est générateur de grandes œuvres, ils pourraient obliger l’Europe à plus d’unité. Car sans État européen, sans politique, le Vieux continent (au sens propre), affaibli aux plans économique et démographiques, paraît voué à la marginalisation et au désordre dans un monde dominé par des puissances géantes, mais aussi perclus de fractures et de dissentiments, et bien entendu impossible à réguler. Le choc systémique qui s’annonce, et dont les effets risquent de durer plus longtemps que l’on veut bien le dire, sera propice à toutes les dérives et à tous les replis. La seule alternative à la dispersion et au chacun pour soi, facteur irrémédiable de faiblesse et de dépendance, est que l’Européisme transcende les mouvements de rébellion et de dissidence générés par la régression ».*

### **Pour le SOCLE**

Pour celui qui fera sienne l’idée européenne, les éléments suivants devront être retenus :

- \* Un État européen supranational est la seule arme que l’on pourra dresser face aux menaces internes (démographie, immigration-invasion, déclin économique) et externes (montée en forces des blocs (sub)continentaux comme la Chine, l’Inde, le Brésil, la Russie)
- \* Cet État européen sera fédéral, subsidiariste et identitaire.
- \* Il devra se doter d’institutions comme des pouvoirs exécutifs (Sénat et Président de l’Europe) et législatifs (Parlement et Chambre des régions) puissants. Elles permettront à l’Europe d’agir efficacement, rapidement et surtout, d’avoir une vision à long terme.
- \* L’avènement d’un État européen se fera qu’on le veuille ou non. La convergence des catastrophes et la crise systémique qui saisira l’Europe l’y mènera de force.
- \* L’U.E. n’est pas l’Europe de même que l’U.E. n’est pas un État. Il n’existe pour l’heure aucune réelle forme de supranationalité européenne.
- \* Sans Puissance il n’y a pas de souveraineté possible.
- \* Pour assurer notre souveraineté, nous devons veiller à la constitution d’un Grand Espace Européen. Ce G.E.E. portera l’indispensable marché intérieur de masse critique dont nous ne disposons pas actuellement, contrairement aux autres grandes puissances du globe.
- \* À ce Grand Espace Européen devra correspondre un Espace Public Européen, espace politique et culturel permettant l’épanouissement d’une véritable conscience européiste.

- \* Face à l’imminence de notre chute, une Europe à plusieurs niveaux d’intégration sera peut-être nécessaire pour permettre aux nations d’Europe souhaitant construire l’État européen de ne pas être ralenties dans leur tâche par des nations qui refusent de s’y engager. A la France de retrouver son rôle de locomotive de l’Europe.
  
- \* La Russie sera le partenaire incontournable de l’Europe, aussi bien pour des raisons géopolitiques que purement énergétiques.
  
- \* L’État n’est pas la Nation. L’exemple français montre qu’un État peut préexister à une nation et en assurer la grandeur. Les exemples allemand, italien, austro-hongrois montrent que l’inverse est également vrai et que des nations différentes peuvent se fondre en un État tout en gardant leur spécificité.
  
- \* L’Europe est une communauté de destin, une civilisation dont les nations constitutives partagent les mêmes racines et possèdent la même Histoire. Rien ne s’oppose à la naissance de l’État européen.

**Fin du texte**